



Les accords Abraham, véritable rupture géopolitique au Moyen-Orient ?

Arnaud Peyronnet

Le 15 septembre 2020, lors d'une cérémonie historique à la Maison Blanche, le Premier Ministre israélien a officiellement signé des accords de paix spécifiques et bilatéraux avec les Emirats Arabes Unis (EAU) et Bahreïn, représentés à cette occasion à Washington par leurs ministres des affaires étrangères respectifs. Ces accords (un « traité de paix » entre Israël et les EAU mais une simple « déclaration de paix » entre Bahreïn et l'État hébreu) ont été ensuite confirmés dans un document commun signé par les trois pays et paraphé par les États-Unis, l'ensemble constituant ce qu'il convient désormais d'appeler « les accords *Abraham* ». L'officialisation publique de ces accords de paix suit ainsi les annonces en ce sens de la Maison Blanche du 13 août (pour l'accord Israël/EAU) et du 11 septembre dernier (pour la déclaration Israël/Bahreïn).

Ces accords, fruits de longues négociations tripartites, représentent en soi une rupture géopolitique d'importance au Moyen-Orient puisque les Émirats arabes unis et Bahreïn deviennent ainsi le troisième et quatrième pays arabes à normaliser leurs relations diplomatiques¹ avec l'État hébreu, suivant ainsi l'Égypte (avec les accords de Camp David en 1978) et la Jordanie (en 1994). Cet accord a d'ailleurs été salué comme le début d'une « nouvelle ère » par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et de « victoire » par Abu Dhabi.

Ces accords, négociés en grande partie sous l'égide de l'administration américaine, permettent en effet à l'État hébreu d'alléger son isolement diplomatique régional lié à la question palestinienne et de s'ouvrir des perspectives économiques importantes dans le golfe arabo-persique. Pour les EAU, cet accord leur permet de se réaffirmer au centre de l'échiquier géopolitique régional, notamment vis à vis de l'Iran et de l'Arabie Saoudite. Quant à Bahreïn, qui n'a pu signer une telle déclaration qu'avec l'aval de l'Arabie Saoudite, son ralliement aux accords *Abraham* doit certainement être compris comme un « signal » donné par Riyad aux États-Unis quant à la « faisabilité » d'une normalisation ultérieure entre le royaume et l'État hébreu.

C'est enfin une victoire diplomatique significative pour l'administration américaine, ces accords étant à la fois « un pas significatif pour la paix au Moyen-Orient » (pour Mike Pompeo, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères) et un « cauchemar pour l'Iran » (selon Brian Hook, envoyé spécial pour le Moyen-Orient). Ils ont par contre attisé la colère tant des Palestiniens, que de l'Iran ou de la Turquie qui estiment qu'un axe politique leur étant défavorable se mettait désormais en place dans la région.

Quelles sont donc les conséquences géopolitiques de ces accords ? S'agit-il réellement d'un nouvel « alignement » régional pour endiguer l'Iran ou signifie-t-il un simple retour à la *realpolitik* ? Quelles

¹ L'accord prévoit ainsi l'établissement de relations diplomatiques officielles entre les deux pays, la mise en place de lignes aériennes directes et une coopération officielle tant économique que scientifique et « sécuritaire ».

sont donc les possibles faces « cachées » de cette normalisation et quel pourrait être l'avenir de la question palestinienne ?

UN CONTEXTE DE RAPPROCHEMENT DÉJÀ ANCIEN ET APPELÉ À S'ÉTENDRE

Depuis une dizaine d'années, plusieurs monarchies du Golfe (EAU et Bahreïn essentiellement) ont discrètement développé leur coopération avec Israël, y compris dans le domaine sécuritaire². Cette politique a été particulièrement dynamisée ces dernières années par le Premier ministre israélien qui a toujours estimé qu'une alliance avec les États du Golfe serait la meilleure défense contre l'Iran et que ces pays constituaient également de formidables débouchés pour l'industrie de haute-technologie israélienne. Pour l'État hébreu, une alliance avec les pays du Golfe est également un formidable moyen de faire oublier la question palestinienne auprès des différentes nations arabes... Preuves de ce réchauffement diplomatique, deux ministres israéliens (ministre des télécommunications et ministre de la culture) ont fait un déplacement à Abu Dhabi fin 2018. En mai 2020, c'est deux aéronefs de la compagnie émirienne *Etihad* qui ont effectué un premier vol direct entre les EAU et Israël dans le cadre des aides médicales liées à la pandémie de COVID-19. Dans le même contexte, des laboratoires israéliens se sont associés à des laboratoires émiriens pour tenter de trouver des solutions techniques à l'amélioration de la rapidité des dépistages des cas de COVID-19.

Côté émirien, ses dirigeants sont progressivement venus à considérer que les sujets de discorde avec Israël (sur la question palestinienne notamment) étaient dépassés au regard de la menace commune que faisait désormais peser le régime iranien sur la région. Cette perception s'est d'ailleurs largement accélérée avec l'administration Trump qui a fait de l'endiguement de l'Iran une priorité de sa politique étrangère et qui a œuvré pour la constitution d'un nouvel alignement régional rompant le *statu quo* historique vis à vis d'Israël. De fait, cette normalisation actualise une relation déjà « officieuse » qui devrait sans doute être suivie dans les prochains mois par d'autres accords du même type avec d'autres pays de la région, notamment le sultanat d'Oman³.

LA CONSÉCRATION D'UN CERTAIN « RÉALISME POLITIQUE » RÉGIONAL

Les accords *Abraham* marquent d'abord le retour frappant du réalisme dans les relations des puissances régionales du Moyen-Orient, tant les EAU qu'Israël annonçant que ces accords avaient été d'abord conclus pour satisfaire des « intérêts purement nationaux ».

Pour Israël, ces accords sont ainsi plus importants stratégiquement que l'annexion de pans entiers de la Cisjordanie (pourtant question essentielle sur la scène politique intérieure israélienne), donnant ainsi des gages aux tenants du « réalisme politique » en Israël. La suspension estivale de cette annexion pourtant prévue et annoncée aurait d'ailleurs été imposée par l'administration américaine qui a sans doute, en échange, fait miroiter à Israël la possibilité imminente d'accords de normalisation avec certains pays du Golfe⁴... Les accords *Abraham* permettent en effet à Israël de normaliser ses relations avec les EAU, poids lourd économique et sécuritaire du Moyen-Orient, ce qui ne peut que bénéficier à son économie et à ses exportations tant dans le domaine de la défense que des nouvelles technologies. Elle permet également à Israël de renforcer l'axe régional anti-iranien, colonne vertébrale de sa stratégie au Moyen-Orient. Enfin, ces nouveaux accords avec des États arabes lui permet d'affaiblir le

² Les Émirats arabes unis utiliseraient ainsi le logiciel espion *Pegasus*, développé par l'entreprise israélienne NSO Group et les forces militaires des deux pays se sont déjà entraînées ensemble, en Grèce (édition 2018 de l'exercice aérien *Iniohos*).

³ Bahreïn et Oman avaient déjà été particulièrement favorables au projet américain de « deal du siècle » présenté en janvier dernier. Le Koweït, le Maroc et le Soudan pourraient suivre cette tendance à terme.

⁴ La normalisation avec les Émirats arabes unis aurait ainsi permis d'éviter une annexion unilatérale prévue initialement le 1^{er} juillet selon le chef de la diplomatie israélienne Gabi Ashkenazi

camp palestinien en repoussant une nouvelle fois à plus tard le règlement définitif de la question palestinienne. Il consacre *in fine* le fait accompli de la colonisation et de l'occupation militaire israélienne en Cisjordanie, prolongeant ainsi indéfiniment une situation qui dure déjà depuis plus de cinquante ans...

En ce qui concerne les EAU, cet accord leur permet de se replacer au centre de l'échiquier géopolitique moyen-oriental et de s'annoncer comme un allié « indéfectible » des États-Unis. Les EAU deviennent dès lors des interlocuteurs essentiels de Washington pour toutes les questions liées au Moyen-Orient (y compris palestiniennes⁵), la question de leurs relations normalisées avec Israël se rajoutant (entre autres⁶) à celles de leurs interventions au Yémen et en Libye. Ils s'inscrivent dans ce cadre comme des concurrents directs de l'Arabie Saoudite qui ne peut, en l'état, avoir un tel accord avec l'État hébreu⁷ et qui a des relations parfois tumultueuses avec les cercles politiques américains (affaire Kashoggi, intervention saoudienne au Yémen). Les accords *Abraham* prennent ainsi à revers l'initiative de paix saoudienne de 2002 (proposée par le roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud) qui prévoyait une normalisation des relations des pays arabes avec Israël mais seulement en échange d'un retrait complet des territoires conquis par *Tsahal* en 1967 ainsi que la création d'un État palestinien sur les territoires de Cisjordanie et de la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale... L'Arabie Saoudite a d'ailleurs parfaitement compris le risque de sa possible marginalisation par rapport au rôle croissant des EAU, ses dirigeants souhaitant renouer, sur de nouvelles bases, avec l'administration américaine. De fait, Abu Dhabi ne devait ainsi pas être la seule capitale arabe à « détenir les clés de la Maison Blanche », imposant la nécessité pour Riyad de trouver une solution, finalement réalisée via la signature des accords *Abraham* par Bahreïn, comprise comme un signal donné par l'Arabie saoudite aux États-Unis quant à la faisabilité d'une normalisation ultérieure entre le royaume et l'État hébreu⁸...

Ce réalisme géopolitique se voit également au travers de l'absence de condamnation de cet accord par les autres pays arabes, de façon individuelle ou *via* la Ligue Arabe, chacun voyant en fait dans la normalisation de relations avec Israël la clé de relations privilégiées et apaisées avec Washington... Le Soudan a ainsi déclaré qu'il souhaitait lui aussi aboutir à un accord de paix avec Jérusalem, afin de ne plus être dans la liste américaine des « États soutenant le terrorisme ». De fait, ce réalisme géopolitique a finalement pour conséquence le découplage du conflit israélo-palestinien des relations Israël/États arabes, ce qui est en soi une révolution dans la région.

POUR LES ÉTATS-UNIS, DES ACCORDS POUVANT FINALEMENT ESQUISSEUR UNE VOLONTÉ DE « SOUS-TRAITANCE » DE LA QUESTION IRANIENNE...

Pour les États-Unis, ces accords entre ses plus importants alliés locaux⁹ permettent officiellement de renforcer l'axe régional anti-iranien, le régime des Mollahs étant toujours vu, à Washington, comme la principale cause de déstabilisation du Moyen-Orient. Dans ce cadre, les États-Unis devraient lancer, avec les EAU et Israël, un nouvel « agenda stratégique pour le Moyen-Orient » fondé sur les questions sécuritaires et diplomatiques, qui sera sans doute étroitement lié aux questions iraniennes. Toutefois,

⁵ Ces accords permettront ainsi de parvenir à « une solution à deux États » « pour le peuple palestinien, et marquent ainsi une « victoire » vis à vis des projets d'annexion israélien, selon le ministre émirien aux Affaires étrangères, Anwar Gargash

⁶ Avec moins de 10 millions d'habitants, les EAU sont la deuxième économie du monde arabe et exercent une influence croissante, tant commerciale que militaire, dans le golfe arabo-persique et au-delà, avec un accent mis sur la lutte contre l'influence de l'Iran et celle des groupes islamistes radicaux.

⁷ En raison de son statut de « gardien des Lieux Saints » et du caractère très conservateur d'une majeure partie de la population qui ne pourrait sans doute accepter l'officialisation d'un tel accord

⁸ Le prince héritier Mohammed Ben Salman serait ainsi particulièrement favorable à cette normalisation, le reste de la cour étant plus partagée sur cette question. L'aval donné à Bahreïn pourrait être ainsi un moyen de donner des gages à Washington et de faire patienter l'État hébreu.

⁹ Israël et les EAU étant les deux États les plus « capables » militairement parlant dans la région, tandis que Bahreïn abrite la 5ème flotte américaine

la conclusion de tels accords entre des puissances régionales alliées des États-Unis cache certains paradoxes qui illustrent de profondes différences de perceptions entre les signataires.

En effet, ces accords sont vus par certaines parties (Israël, EAU mais également Bahreïn et l'Arabie Saoudite) comme un moyen de réengager définitivement la puissance américaine à leurs côtés, notamment en échange de possibles contrats majeurs pour l'industrie de défense américaine (F-35, munitions modernes)... Fébriles face aux capacités asymétriques, balistiques et potentiellement un jour nucléaires des iraniens, ces États souhaitent ainsi pérenniser le « parapluie » militaire américain et donc réengager Washington dans la région. Les frappes présumées iraniennes par drones et missiles de croisière sur des sites d'*Aramco* en Arabie Saoudite en septembre 2019 ont été vécues comme un traumatisme majeur par les États de la région. Ceux-ci ont finalement découvert à cette occasion leur grande vulnérabilité, précipitant leur volonté commune de réengager les États-Unis au Moyen-Orient, même s'il fallait pour cela signer des accords de paix avec Israël... La peur de l'Iran et sans doute encore plus la hantise d'un départ des États-Unis de la région et de ses « guerres sans fin » pourraient ainsi avoir précipité la conclusion des accords *Abraham* par Israël et les pays du golfe.

Or, il est loin d'être sûr que l'administration américaine partage cet objectif, le scénario du retrait progressif des forces américaines du Moyen-Orient restant plutôt bipartisan et très populaire aux États-Unis¹⁰. De plus, la diplomatie américaine continue d'œuvrer inlassablement pour la constitution d'un « bloc » israélo-arabe solide qui ferait efficacement contrepoids aux manœuvres iraniennes dans la région, et serait finalement une garantie d'équilibre géopolitique régional. Les États-Unis pressent ainsi désormais plus ardemment l'Arabie Saoudite, les EAU, Bahreïn et l'Égypte pour qu'ils trouvent enfin une solution à leur querelle avec le Qatar¹¹. De fait, la constitution d'un grand bloc géopolitique arabo-israélien, via les accords *Abraham*, permettrait de garantir un certain équilibre dissuasif vis à vis de l'Iran, tout en limitant l'implication américaine à des déploiements de force ponctuels contrôlés par quelques bases pérennes (Qatar, EAU notamment). Dans cet esprit, la masse des forces devant dissuader l'Iran serait alors essentiellement constituée des armées de ses alliés du Golfe et d'Israël (les espaces aériens des pays du Golfe devant être alors forcément ouverts aux appareils israéliens), toutes d'ailleurs bonnes clientes des entreprises américaines, ce qui constitue aussi un gage d'interopérabilité minimale... D'ailleurs, les États-Unis auraient levé leur veto sur la vente d'armes modernes (type F-35) aux EAU en échange de la signature des accords *Abraham* par Abu Dhabi, ce qui pourrait renforcer à terme l'interopérabilité entre les trois pays¹²....

De fait, les accords *Abraham* pourraient finalement accélérer une possible « sous-traitance » de la question iranienne aux alliés les plus efficaces des États-Unis, permettant alors à Washington de se concentrer plus résolument sur d'autres acteurs mondiaux, de maintenir son influence dans la région à moindre coût, tout en satisfaisant les appétits géopolitiques de ses deux alliés régionaux.

L'ABANDON RÉSOLU DE LA QUESTION PALESTINIENNE ET LE RISQUE DE SA RÉCUPÉRATION PAR L'ISLAM POLITIQUE

Les accords *Abraham* ont pu être officialisés grâce à la garantie israélo-américaine de « mettre fin à toute annexion supplémentaire de territoires palestiniens » donnant ainsi aux émiriens le sentiment d'avoir arraché une énorme concession aux Israéliens (une « victoire » selon le Ministre des Affaires

¹⁰ Comme en témoignent les récentes déclarations électoralistes du Président Trump sur le retrait prochain d'un nombre significatif de troupes américaines présentes en Irak et en Afghanistan... Les États-Unis continuent de vouloir quitter progressivement la région (fin des *Long Wars* d'Irak et Afghanistan) pour se consacrer à la lutte contre les véritables puissances concurrentes au niveau mondial, la Chine et la Russie

¹¹ Ces pays avaient rompu leurs relations diplomatiques avec le Qatar en juin 2017, l'accusant de « soutenir le terrorisme », condamnant en fait essentiellement ses liens avec le mouvement des Frères Musulmans et ses échanges diffus avec l'Iran, notamment au plan gazier

¹² Cette question reste toutefois très problématique pour Israël qui continue de s'opposer à la vente de telles armes aux autres pays de la région afin de maintenir ses « avantages qualitatifs » donc sa suprématie militaire

Étrangères émirien¹³)... Toutefois, les termes et les communiqués relatifs à cette question sont très ambigus. Ainsi, si le communiqué commun mentionne effectivement une « suspension » de l'annexion de territoires palestiniens, le leader émirati évoque de son côté un « arrêt » de l'annexion. Côté israélien, le Premier ministre a quant à lui annoncé le même jour qu'il s'estimait toujours « lié à sa promesse d'annexer des parties de la Cisjordanie » et que « cette suspension était seulement temporaire »¹⁴... De fait, il semble que les deux parties aient fait le choix délibéré de comprendre des choses différentes pour évacuer définitivement ce point d'achoppement des négociations bilatérales. Le principe de réalisme semble ainsi avoir gagné de nouveau, la normalisation des relations entre les pays arabes et l'État hébreu n'étant donc plus conditionnée au retrait d'Israël des territoires occupés, Israël devant seulement s'abstenir (et encore de façon temporaire) d'annexer de nouvelles parties de la Cisjordanie, ce qui quelque part n'est finalement que la traduction d'une certaine réalité sur le terrain...

L'Autorité Palestinienne a bien évidemment convoqué une réunion d'urgence de la direction palestinienne, à l'issue de laquelle elle a dénoncé la « trahison de Jérusalem, d'*Al Aqsa* et de la cause palestinienne » par les EAU et les autres pays arabes du fait du découplage résolu de la question israélo-palestinienne de la question des relations Israël/États arabes. Cet « abandon » de la question palestinienne pourrait finalement précipiter la récupération de celle-ci par les deux autres puissances musulmanes non arabes de la région, l'Iran et la Turquie. L'Iran a ainsi qualifié les accords *Abraham* de « stupidité stratégique » qui « renforcera l'axe de la Résistance » dans la région, la normalisation des relations avec l'État d'Israël ne pouvant être « pardonnée ». Pour la Turquie, les EAU « trahissent la cause palestinienne pour leurs propres intérêts », ce qui est une « hypocrisie impardonnable ». Les réactions des deux puissances représentatives (sunnite et chiite) de l'Islam politique sont donc très proches, celles-ci apparaissant désormais comme les derniers soutiens régionaux à la cause palestinienne... Cette dernière pourrait dès lors devenir une nouvelle ligne de fracture dans la lutte géopolitique que se mènent entre-elles les puissances musulmanes régionales et favoriser une radicalisation, voire un alignement de la résistance palestinienne sur les positions politiques défendues depuis longtemps par les tenants de l'Islam politique¹⁵.

Les accords *Abraham* entre Israël et les EAU semblent donc bien représenter une rupture du *statu quo* diplomatique et stratégique existant. Ils confortent d'abord un certain réalisme politique des pays arabes qui ont choisi de découpler, pour leurs propres intérêts, le conflit israélo-palestinien des relations entre l'État hébreu et ses voisins régionaux. Ils consacrent également la constitution d'un axe politique à la fois anti-iranien et anti-turc qui « lie » les pays alliés des États-Unis les plus militarisés de la région et sans doute considérés à Washington comme les meilleurs remparts contre « l'impérialisme » iranien et turc. Ces accords pourraient donc à terme renforcer la volonté américaine de sous-traitance des questions régionales à ses alliés les plus fidèles, ce qui, paradoxalement, va sans doute à l'encontre de l'objectif final recherché par Israël et les EAU... Enfin, l'abandon de la question palestinienne par les pays arabes pourrait faire basculer celle-ci dans le radicalisme représenté par les deux puissances non arabes de l'Islam politique, ce qui n'est sans doute là encore pas l'objectif recherché par les signataires des accords *Abraham*... Cette normalisation israélo-arabe n'a donc probablement pas livré tous ses secrets et de plus amples sursauts géopolitiques sont certainement à attendre dans son sillage....

¹³ Cet accord serait également selon lui une « étape audacieuse » qui permettra de parvenir à « une solution à deux États ». Pour le numéro deux de la diplomatie émirienne, cet accord constitue un progrès considérable au vu de l'absence d'alternative tenable, démontrant que les EAU étaient capables de secouer une situation figée et fatiguée ».

¹⁴ Un journal israélien, le *Times of Israel*, a d'ailleurs révélé le 13 septembre 2020 que les États-Unis avaient donné aux EAU leur assurance qu'ils ne reconnaîtraient aucune « annexion israélienne » jusqu'en 2024...ouvrant donc *a contrario* la possibilité d'une suspension d'annexion uniquement temporaire

¹⁵ Via notamment le *Hamas* et ses relais tant en Iran qu'en Turquie



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



INSTITUT FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES

